

## CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 08 février 2010

L'an deux mille neuf, le huit février à dix huit heure trente, le Conseil Municipal de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE s'est réuni, en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances sous la présidence de **Monsieur Yves d'Amécourt**, Maire.

**Présents** : M. Yves **d'Amécourt**, M. Benoît **Puaud**, Mme Sandrine **Combefreyroux**, M. Pierre **Tomada**, Monsieur Patrick **Barrière**, Adjoints, M. Rémi **Ballarin**, Mme M. Gilles **Bussac**, Ghislaine **Curoy**, Mme Sandrine **Dèche** M. Luc **Hérault**, M. Philippe **Laveix**, Mme Marie-José **Lawther**, M. Guy **Latorre** M. Claude **Lumeau**, Mme Françoise **Mery**, Mme Sylvie **Panchout**, Mme Annette **Quebec**, M. Jean-Paul **Souan**.

**Absents ou excusés** : M. Serge **MAURIN**

Monsieur le Maire ouvre la séance et demande si tous les conseillers ont reçu le compte-rendu de la séance du 11 janvier 2010 et si des remarques sont à formuler.

Aucune remarque particulière n'étant faite, le compte-rendu de la séance du 11 janvier 2010 est adopté à l'unanimité des membres présents.

Madame Sandrine DECHE est désignée secrétaire de séance.

### **Proposition de points à ajouter à l'ordre du jour**

9. Renouvellement contrat CAE service technique
10. Vacance de poste service technique : désignation d'une commission de recrutement
11. Révision du POS valant PLU – Présentation du planning des réunions
12. Fleurissement – Devis ESAT de Puch

### **ORDRE DU JOUR**

#### **1. RESTRUCTURATION DE LA MAIRIE**

##### **➤ Présentation de l'avant-projet détaillé.**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

La commission désignée à cet effet s'est réunie ce vendredi 5 février 2010 pour prendre connaissance de l'avant-projet détaillé rendu par Monsieur Douce, architecte maître d'œuvre. Cet avant-projet répond aux différents objectifs fixés dans le cadre de la restructuration de la mairie à savoir :

- L'intégration du hall d'accueil de l'office de tourisme-syndicat d'initiative
- Le traitement de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite – salle de conseil municipal et des mariages de plain-pied
- Une colonne d'archivage dans la petite maison contigue à la mairie avec accès depuis les services administratifs – traitement archives vivantes et archives mortes pour remédier à la détérioration des archives stockées depuis de nombreuses années dans une cave humide.
- L'intégration d'un espace reprographie et d'un espace passeport biométrique – d'une tisanerie de plain-pied d'accès facilité sous les arcades pour l'organisation de festivités.
- L'accessibilité des sanitaires aux personnes à mobilité réduite
- La réduction des consommations énergétiques à la suite de l'étude rendue par le Siphem, avec le déplacement de la chaudière en sous-sol, la mise en place d'une WMC double flux, le traitement de l'isolation et le remplacement des menuiseries défectueuses,

Monsieur le Maire présente l'ensemble des plans et indique que le montant total des travaux est estimé à la somme de 262 510,00 € HT. Cette opération bénéficie de l'aide de l'Etat au titre de la DGE à hauteur de 70 000 € (2 x 35000 €) - reste 192 510 € à charge de la commune et Monsieur le Maire propose de déposer un dossier de demande de subvention au titre des fonds FEDER compte-tenu des enjeux d'économie d'énergie.

La durée du chantier est estimée à 1 année et il a été émis l'idée de déménager le service administratif dans les locaux de l'actuel office de tourisme dans l'immeuble communal situé à l'angle de la rue Saint Romain et de la rue Lafon pour faciliter l'organisation du chantier et réduire ainsi les coûts. Cela permettra également d'effectuer un pré tri des dossiers et des archives.

Quelques ajustements ont été demandés à Monsieur Douce, notamment la modification de l'emprise du dispositif d'accessibilité à l'entrée de la mairie sous les arcades, la modification de l'escalier annexe, et de la distribution des bureaux au rez-de-chaussée. Il est également demandé à Monsieur Douce de faire valider son projet par l'architecte des Bâtiments de France avant remise définitive de l'avant-projet détaillé.

La version définitive de l'APD devrait être présentée au Conseil Municipal pour validation lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

## **2. ECOLE ELEMENTAIRE**

### **➤ Projet d'équipement bureautique et informatique**

Madame Lawther expose :

« Pour rappel, il avait été décidé en janvier 2009 de gérer les interventions de maintenance informatique de la société BOUNADER INFORMATIQUE selon les **processus d'interventions** suivants :

- Les responsables contactent en direct la société BOUNADER INFORMATIQUE, sans passage par la mairie, pour toutes interventions de dépannage.
- BOUNADER INFORMATIQUE édite systématiquement un ticket d'incident pour chaque intervention qui devra préciser : commanditaire, date, type, durée d'intervention
- Les demandes qui génèrent une intervention > à 3 heures ou qui semblent inopportunes feront l'objet d'une validation par la mairie.
- Un point trimestriel, sur la base des tickets d'incident, sera organisé avec Mme LAWThER

Pour rappel, le cadre financier avait été établi comme suit : compte tenu de notre manque de visibilité sur les années passées, il avait été provisionné sur l'année une masse de 40 heures au tarif négocié de 44 euros HT.

L'analyse des interventions de la société BOUNADER INFORMATIQUE pour l'année 2009 fait apparaître un temps passé de 22 heures sur les 40 heures prévues.

D'un commun accord avec la société BIS (successeur de Bounader Informatique), il a été convenu de modifier le cadre financier pour l'année 2010, à savoir 24 heures, au tarif de 52 euros HT, sachant que toute heure supplémentaire sera facturée au même tarif sans surcoût.

Le Conseil Municipal valide cette proposition par 18 voix pour.

### **➤ Ecole Numérique Rurale**

Madame Lawther expose :

« Pour rappel, le 10 novembre 2009, l'ENR était livrée à l'Ecole Primaire (9 ordinateurs portables, 1 tableau blanc interactif, et l'ensemble des périphériques associés. Pour Sauveterre, la participation financière de l'État a été de 9 000 euros pour un montant total de la commande de 13 742 euros TTC.

L'école primaire a pu recruter une assistante de vie scolaire, en la personne de Madame NORMAND, laquelle s'investit notamment sur l'informatique et accompagne l'équipe pédagogique sur l'utilisation du matériel. Les instituteurs ont participé à leurs premières sessions de formation en fin d'année 2009.

Nous avons encore trop peu de recul sur l'utilisation réelle de l'ENR. Cependant, pour préparer au mieux l'avenir, en accord avec Monsieur SIMI, Directeur de l'école élémentaire et de Monsieur LAGUIONIE (Académie), nous préconisons le câblage des classes de l'école primaire afin de permettre aux élèves d'utiliser les ordinateurs en classe et aux professeurs d'utiliser les services associés à l'ENR.

Nous avons préparé un premier devis avec l'équipe technique communale pour un montant de 1 851,63 euros HT (non compris la ressource de deux hommes pendant 5 jours).

Ce devis doit être validé en terme technique par les services de l'Académie. Le planning idéal pour le câblage serait pendant les vacances de février 2010.

Le Conseil Municipal valide cette proposition par 18 voix pour.

➤ **Equipements informatiques des écoles**

Madame Lawther expose :

▪ **Administration - Ecole maternelle + Ecole primaire**

Madame HATRON demande que son ordinateur administratif soit remplacé. Après vérification et avis de la société BOUNADER INFORMATIQUE, la demande est justifiée.

Monsieur SIMI demande l'achat d'un nouvel ordinateur pour l'assistante de vie scolaire qui travaille actuellement sur un matériel en état de fonctionnement mais complètement obsolète. Il demande en outre l'ajout de périphériques de travail (souris sans fil, lecteur de CD, Haut parleur).

Après vérification et avis de la société BOUNADER INFORMATIQUE, la demande est justifiée. Le montant du devis s'élève à 1280,54 euros HT

Le Conseil Municipal valide ces propositions par 18 voix pour.

▪ **Parc informatique des élèves :**

Pour rappel, le parc informatique des écoles est géré de façon globale. La situation à l'école maternelle se détériore, 3 ordinateurs sur 8 fonctionnent. La situation de la salle ordinateur de l'école primaire se détériore aussi - 7 ordinateurs fixes fonctionnent seulement.

L'arrivée de l'ENR permet à l'école primaire de fonctionner entre les portables et les fixes.

Cependant, nous devons envisager l'achat d'un complément d'ordinateurs portables pour l'école primaire afin de faire glisser les ordinateurs fixes encore en état de fonctionnement vers l'école maternelle. Un devis sera présenté lors du prochain conseil municipal après validation de la démarche auprès de Monsieur SIMI, directeur d'établissement et de l'académie.

### **3. ASSAINISSEMENT**

➤ **Présentation du bilan hydro-biologique annuel réalisé sur le « ruisseau des Tanneries », point de rejet de la station d'épuration communale**

Monsieur Puaud rappelle au Conseil Municipal que le cabinet IPL santé environnement durable a été missionné pour réaliser le suivi de la station d'épuration de sauveterre de Guyenne en terme d'analyses hydro biologiques et d'impact sur le milieu naturel du ruisseau des Tanneries (Camangon). Ce laboratoire s'appuie sur le cabinet d'étude spécialisé Aquabio pour réaliser cette prestation.

Monsieur Puaud rend compte du rapport d'expertise établi en date du 13 novembre 2009 à la suite de l'étude comparative réalisée à partir des prélèvements effectués courant octobre 2009 en amont et en aval de la station de part et d'autre du rejet principal.

Monsieur Puaud donne lecture des conclusions de ce premier rapport :

- ✓ L'état écologique du ruisseau des Tanneries reste moyen entre l'amont (10/20) et l'aval (12/20) de la station d'épuration de Sauveterre de Guyenne, avec une qualité d'habitats passable et une qualité d'eau passable à mauvaise.
- ✓ L'analyse des traits biologiques met en évidence une charge organique importante notamment sur l'aval de la station d'épuration, ainsi qu'une certaine instabilité des milieux analysés avec la présence vraisemblable d'une perturbation cyclique sur les deux stations.

Ainsi la station d'épuration ne semble pas avoir d'impact notable sur la qualité biologique du ruisseau des Tanneries à Sauveterre de Guyenne. Cependant, les difficultés rencontrées pour trouver des stations comparables ne permettent pas de déterminer précisément l'impact de l'ouvrage sur le milieu.

#### **4. Transferts de voirie et réseaux des lotissements privés**

- **Demande du syndic de gestion de la Résidence Clos de l'Entre deux mers** courrier du syndic de gestion reçu le 15 janvier 2009

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la proposition du syndic de gestion de la Résidence du Clos de l'Entre-deux-Mers de transmettre à la commune l'entretien des espaces communs de la résidence.

Vu le mauvais entretiens de l'ensemble et des nombreuses plaintes des locataires ce sujet déjà portées à la connaissance du syndic par courrier du Maire, il sera proposé au syndic de transférer à la commune les espaces communs comme cela se fait, dès lors que l'ensemble des infrastructures seront en parfait état d'achèvement et d'entretien.

- **Demande de Gironde Habitat pour le futur lotissement de la « petite Bastide »**

Monsieur le Maire rappelle que Gironde Habitat va réaliser sur le territoire communal, lieu-dit « Les Granges » une opération de construction de 25 logements locatifs dénommée « Résidence La Petite Bastide ». Dans ce cadre, Gironde habitat procède à l'aménagement de voiries, stationnement, réseaux divers (électricité, télécommunications, éclairage public, assainissement EP et EU, adduction d'eau potable) et espaces verts.

Gironde Habitat sollicite de la commune la reprise des emprises correspondant à ces voiries, stationnement, réseaux divers (électricité télécommunication, éclairage public, assainissement EP et EU, adduction d'eau potable) et espaces verts une fois les travaux d'aménagement achevés en vue de leur incorporation dans le domaine public.

Ce transfert se réaliserait moyennant l'euro symbolique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 18 voix pour :

- ACCEPTE le principe de rétrocession des voiries, stationnement, réseaux divers (électricité, télécommunications, éclairage public, assainissement EP et EU, adduction d'eau potable) et espaces verts de la résidence La Petite Bastide par Gironde Habitat à la commune, pour l'euro symbolique au terme d'une année de parfait achèvement à dater de la réception des ouvrages et des réseaux.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention engageant la commune à reprendre ces voiries, stationnement, réseaux divers (électricité, télécommunications, éclairages public, assainissement EP et EU, adduction d'eau potable) et espaces verts de la résidence La Petite Bastide à laquelle sera joint un plan définissant la nature des espaces cédés.

La signature de l'acte de cession des ouvrages objet de la convention de transfert fera l'objet d'une délibération ultérieure, une fois les travaux achevés et le document d'arpentage établi.

## 5. ETUDE PLH

### ➤ **Etat des logements recensés vacants dans la bastide**

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal l'état des logements recensés comme vacants sur le territoire intra-muros de la Bastide dans le cadre de l'étude rendue par le Cabinet PLACE, missionné par le SIPHEM. Cet état concernait 62 logements (source DGI). Après enquête, il s'avère que 40 ne sont actuellement plus vacants. La commune compte donc 22 logements vacants.

## 6. BUDGET 2009 principal et annexes

### ➤ **Service Assainissement** – Admission en non valeurs produites irrécouvrables

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal par 18 voix pour, se prononce favorablement sur l'admission en non valeur des créances déclarées irrécouvrables qui suivent :

année	pièces de référence	montant
2006	T900011000534	45.26
2007	T900008000015	187.07
<b>même créancier</b>		<b>232.33</b>
2006	T900011000009	45.26
2007	T900034000009	73.92
<b>même créancier</b>		<b>119.18</b>

### ➤ **Budget 2009** – Présentation des restes à réaliser du budget d'investissement

Monsieur le Maire présente aux Conseils municipal les états de crédits budgétaires 2009 portés en restes à réaliser de dépenses et de recettes jusqu'au vote du budget primitif 2010 afin de permettre la liquidation des dépenses engagées au titre de l'année 2009.

#### ▪ **Budget communal**

Crédits votés par opérations		Dépenses	Recettes
011	Batiments adm/techniques	36 267.76 €	32 000.00 €
013	Patrimoine classé MH	40 485.63 €	17 400.00 €
014	Ecoles communales	7 700.00 €	
016	Installations sportives	6 900.00 €	
018	Voirie/réseaux/éclairage public	6 998.76 €	
019	Aménagement paysager, espaces verts	2 500.00 €	
		<b>100 852.15 €</b>	<b>49 400.00 €</b>

#### ▪ **Régie d'assainissement**

Crédits votés par chapitres		Dépenses	Recettes
203	Frais d'étude	3 000.00 €	
21	Immobilisations corporelles	5 000.00 €	
23	Immobilisations en cours	3 000.00 €	
13	subvention Agence de l'eau		88 969.00 €
		<b>11 000.00 €</b>	<b>88 969.00 €</b>

➤ **Produit des 3 taxes directes locales** perçu au titre de l'année 2009

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal l'état 1288M correspondant au recouvrement des taxes directes locales sur la commune de Sauveterre de Guyenne au titre de l'exercice 2009.



# IMPÔTS LOCAUX DE L'ANNÉE 2009

Commune :

506 SAUVETERRE-DE-GUYENNE

D.S.F. DE LA GIRONDE

TABLEAU-AFFICHE N° 1288 M

Fiscalité directe locale  
2009

## I – TAXES PRINCIPALES comprises dans les rôles généraux de 2009

Lignes	IMPOSITIONS PERÇUES AU PROFIT	TAXE D'HABITATION 1	FONCIER BÂTI 2	FONCIER NON BÂTI 3	TAXE PROFESSIONNELLE 4	TOTAL colonnes 1 à 4
	<b>• DE LA COMMUNE</b>					
1	- Taux d'imposition ...	11,12	16,77	61,93		
2	- Bases d'imposition ...	1389267	1313238	130542		
3	- Produits nets .....	154486	220230	80845		455561
	<b>• DES SYNDICATS</b>					
4	- Taux d'imposition ...					
5	- Produits nets .....					
	<b>• DE L'INTERCOMMUNALITÉ</b>					
6	- Taux d'imposition (1) ...					
7	- Bases d'imposition (1) ...				14,58	
8	- Produits nets (2) .....				2132577 310930	310930
	<b>• DU DÉPARTEMENT</b>					
9	- Taux d'imposition ...	7,03	9,00	18,17	9,87	
10	- Bases d'imposition ...	1150224	1282059	2714	2132577	
11	- Produits nets .....	80861	115385	493	210485	407224
	<b>• DE LA RÉGION</b>					
12	- Taux d'imposition ...		3,17	9,31	3,54	
13	- Bases d'imposition ...		1282059	2714	2132577	
14	- Produits nets .....		40641	253	75493	116387
	<b>• DU FONDS DÉPARTEMENTAL de péréquation de la taxe professionnelle</b>				0	0
15	- Taux d'imposition ...					
16	- Produits nets .....					
	<b>Total des produits nets</b>	235347	376256	81591	596908	1290102

(1) Taux et bases d'imposition de la fiscalité additionnelle ; (2) Taux et bases d'imposition de taxe professionnelle unique ou de zone ou éolienne.

## III – TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES perçue au profit de : EPCI PAYS SAUVETERRE DE GUYENNE

	Taux plein	Taux réduit A	Taux réduit B	Taux réduit C	Taux réduit D
Taux d'imposition	14,91000	7,56000			
Bases d'imposition	861546	472029			

## IV – TOTAL DES SOMMES REVENANT – taxes principales : 455561 À LA COLLECTIVITÉ : – taxe d'enlèvement des ordures ménagères :

## II – TAXES ANNEXES

### Taux appliqués ou tarifs

- Taxe pour frais de chambres :  
- d'agriculture : 14,50
- de commerce et d'industrie : 1,19000
- de métiers et de l'artisanat :  
droits fixes : 125  
droit additionnel : 1,02000  
(ou taxe variable)
- contribution et majoration perçues par :  
- le fonds d'assurance form artisans : 58  
- le fonds de promotion de l'artisanat : 11  
- le conseil régional de formation : 41
- Taxe spéciale d'équipement additionnelle à la taxe :  
d'habitation ..... : >>  
foncière bâtie ..... : >>  
foncière non bâtie ... : >>  
professionnelle ..... : >>
- Cotisation pour la Caisse d'assurance accidents agricole :  
droit fixe par assujéti :  
droit proportionnel :
- Cotisation de péréquation de la taxe professionnelle :  
(perçue en 2009, uniquement dans les communes où le TAUX GLOBAL de taxe professionnelle (somme des taux - cadre I, colonne 4 - et du taux de la taxe spéciale d'équipement, cadre II) est inférieur à 27,26 %)

Pour extrait conforme aux rôles de 2009 :

BORDEAUX  
31/12/2009

NICOLAS CABRERA  
Le Trésorier Payeur Général,

MINISTÈRE DU BUDGET  
DES COMPTES PUBLICS  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

## 7. BIBLIOTHEQUE COMMUNALE

### ➤ Tarif 2010

Madame Combefreyroux rappelle le tarif de la bibliothèque maintenu à 8 € par famille pour l'année 2010 par délibération du Conseil Municipal en sa séance du 11 janvier 2010 pour faire suite aux accords des représentants des bibliothèques municipales du territoire de la communauté de communes, tendant à uniformiser le fonctionnement et le tarif des bibliothèques du territoire et ainsi qu'à développer un partenariat de réseau.

Dans ce cadre, Madame Combefreyroux propose au Conseil Municipal d'ajouter une disposition convenu avec les bibliothèques de Gornac et Blasimon, à savoir de fixer un tarif réduit de 50 % à destination des personnes handicapées et des personnes en recherche d'emploi.

Le Conseil Municipal est favorable à cette proposition par 19 voix pour et fixe le tarif 2010 comme suit :

- Tarif plein par famille : 8 €
- personne handicapée : 4 €
- personne en recherche d'emploi : 4 €

Un tarif « vacancier » est également à l'étude avec la possibilité de retenir une caution en contrepartie du prêt d'ouvrage. Il a aussi été la question du renouvellement des ouvrages et des achats en cours d'année de nouveauté outre la mise à disposition d'ouvrages par la Bibliothèque départementale de prêt.

## **8. ELECTIONS REGIONALES DES 14 ET 21 MARS 2010 – Organisation des bureaux de vote**

Madame Québec rappelle la nécessité d'établir le planning de tenue des deux bureaux de vote à l'occasion des élections régionales des 14 et 21 mars 2010 - 60 heures de permanence sont à assurer à répartir entre les 19 conseillers municipaux soit 3 heures de permanence par conseiller.

Madame Québec propose à chacun de prendre connaissance de ce planning et de trouver un remplaçant en cas d'empêchement ou de modification d'horaires. Ces modifications seront à signaler à Madame QUEBEC qui informera Florence Moute, agent chargée de l'organisation du scrutin.

Le Conseil Municipal prendra acte de cette information.

Monsieur le Maire rappelle que les opérations de vote, pour les 2 bureaux, auront lieu à la salle des fêtes, rue Saint Romain.

## **9. PERSONNEL COMMUNAL**

### **➤ Renouvellement d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi au service technique**

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal donne son accord par 18 voix pour le renouvellement du contrat d'accompagnement dans l'emploi au bénéfice d'un agent recruté en qualité d'agent technique polyvalent au sein du service technique, pour une période de 8 mois allant du 20 mars 2010 au 19 novembre 2010 et pour un service hebdomadaire de 20 heures – Ce contrat entre dans le cadre du nouveau dispositif de Contrat Unique d'Insertion substitué au Contrat d'Accompagnement dans l'emploi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### **➤ Recrutement d'un agent au sein du service technique – poste à pouvoir le 1<sup>er</sup> mai 2010**

Monsieur le Maire rappelle le départ à la retraite de Monsieur Charrier le 1<sup>er</sup> mai 2010 – Il y a lieu de pourvoir à son remplacement au sein du service technique et de procéder à un recrutement au grade d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe, premier grade de la filière technique accessible sans concours de la fonction publique territoriale.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de publier la vacance de poste et de désigner une commission chargée d'étudier les candidatures en fonction du profil de poste établi avec le responsable de poste.

Sur proposition de Monsieur le Maire, outre l'autorité territoriale, la commission sera composée de Messieurs Puaud, 1<sup>er</sup> adjoint, de Monsieur Tomada, adjoint délégué aux services techniques, de Monsieur Larmandieu, responsable des services techniques et de Madame Bréda, Responsable du service administratif.

## **10. REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS VALANT PLAN LOCAL D'URBANISME**

A la suite de la mission du groupe d'étude Métropolis, Global ingénierie, Charlot Paysagiste, et Atis Conseil, la réunion de démarrage s'est tenue en mairie le 26 janvier 2010 – cette première réunion a permis de faire connaissance avec les intervenants, de poser les bases de la procédure et de prendre acte du phasage – S'en suivra une première réunion de travail le 18 février 2010 au cours de laquelle la commission effectuera une visite du territoire accompagnée des techniciens du groupe d'études pour cibler les points forts et les points faibles.

Le bureau Métropolis a d'ores et déjà proposé le calendrier des réunions qui suit :

- **8 avril 2010** : première approche de l'état initial de l'environnement et du paysage,
- **29 avril 2010** : premiers éléments d'analyse quantitatifs du territoire, statistiques et bilan sensible et quantitatif de l'urbanisation,
- **20 mai 2010** : volet économique de l'étude, réseaux, mobilité et transport.

- **10 juin 2010** : date réservée pour des compléments sur différentes thématiques.

Les membres de l'équipe d'études caleront individuellement les réunions de travail qu'ils estiment nécessaires avec le maître d'ouvrage et les différents partenaires au fur et à mesure de l'avancement de la procédure.

## **11. Fleurissement de Saint Romain**

Monsieur le Maire présente au conseil Municipal le devis de fleurissement du bourg de Saint Romain , sous le cimetière, établi par le CAT de Puch pour la somme de 1134.65 € TTC ;

## **12. QUESTIONS DIVERSES**

### **➤ Catastrophe Haïti**

Monsieur le Maire porte à la connaissance du conseil Municipal le cadre d'intervention des collectivités territoriales à la suite de la catastrophe d'Haïti défini par la circulaire préfectorale n°6 du 01 février 2010.

Monsieur le Maire émet l'idée d'une relation d'aide qui pourrait s'inscrire dans la durée en imaginant un jumelage entre une commune d'Haïti et la commune Sauveterre de Guyenne. Cette proposition a été faite à Monsieur le Consul d'Haïti à Bordeaux, lequel a répondu dans un courrier qu'il était enchanté et très favorable à cette proposition. Il doit se rendre très prochainement dans son pays – Il tiendra la commune informée de la suite qui pourrait être donnée à cette initiative.

### **➤ Convention d'aménagement de bourg - demande de deuxième contractualisation**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil Général de la Gironde vient d'accuser réception de la demande d'une deuxième contractualisation au titre d'une Convention d'Aménagement de Bourg et fait procéder à l'étude du dossier par ses services.

Monsieur le Maire entend que les opérations d'aménagement du bourg puissent se poursuivre sans délai sur la base des études préalables, support de la première convention. Il évoque la possibilité d'établir dès à présent un programme pluriannuel et de s'attacher les services d'un cabinet conseil. Il rappelle les orientations évoquées dans le cadre de la révision du POS : la place du piéton, du vélo et de la voiture dans la ville et indique qu'il y a lieu de projeter les aménagements sur l'avenir.

### **➤ Club house tennis**

Monsieur Tomada rend compte des travaux d'aménagement du club-house du tennis dans la salle d'activités sportives et félicite le service technique de cette réalisation.

### **➤ Terrain de foot du Closet**

Monsieur Barrière rend compte de la visite des experts sur le terrain de football du Closet. L'engazonnement est bien réussi et nécessitera un roulage 3 à 4 fois l'an. Le terrain se stabilisera avec le temps.

### **➤ Boite à idées**

- Demande de point d'éclairage public rue de la Vignague. Pierre Tomada étudiera cette possibilité.

### **➤ Autres remarques**

- Madame Combefreyroux remercie les membres du Conseil Municipal qui ont participé au loto du comité de jumelage, par leur présence ou par leurs dons, et les personnes qui ont bien voulu faire des crêpes.
- Restauration collective : Madame Combefreyroux informe le Conseil que du poisson frais et désormais servis par le service de restauration communale – le prestataire ayant pu s'approvisionner localement (SA SODISO) et grâce au prêt de la voiture de la commune pour assurer le transport.

**AGENDA**

- 9 février - apéritif dinatoire de l'école de musique
- 14 février - championnat de France FSGT
- 15 février commission des impôts directs
- 15 février commission route communautaire à 17 h à Mourens
- 3 mars - pot naissance fils Benoit Dupin
- 6 mars – assemblée départementale des Donneurs de Sang
- 13 mars – carnaval organisé par l'accueil périscolaire, la Communauté de Communes et les écoles du territoire de la Communauté de Communes

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 15